

SENATO DELLA REPUBBLICA

XII LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 6

RACCOMANDAZIONE DELL'ASSEMBLEA PARLAMENTARE DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE

APPROVATA NELLA SEDUTA DI MERCOLEDÌ 15 GIUGNO 1994

Raccomandazione n. 562
su un'organizzazione operativa per l'UEO:
la cooperazione navale e marittima

Annunziata il 14 luglio 1995

L'ASSEMBLÉE,

(i) Convaincue qu'il importe que l'UEO soit en mesure d'effectuer des opérations navales et maritimes, compte tenu de la fragilité des relations internationales dans de nombreuses parties du monde où les intérêts européens pourraient être en jeu;

(ii) Satisfaite que le sommet de l'OTAN réuni le 10 janvier 1994 ait confirmé, comme prévu, la position de l'UEO en tant que pilier européen de l'Alliance atlantique et officiellement reconnu l'identité européenne de défense;

(iii) Regrettant néanmoins que le Conseil de l'Atlantique nord veuille maintenant, dé-

classer le seul poste de haut Commandant militaire de l'OTAN occupé par un Européen et abolir effectivement le commandement de la Manche qui, crée par l'Union occidentale, existait avant l'OTAN;

(iv) Se félicitant de la disposition manifestée par le Conseil de l'UEO de mettre au point des accords pratiques pour les opérations navales, maritimes et fluviales en cours;

(v) Rappelant les recommandations précédentes de l'Assemblée de l'UEO:

« ... de créer une force navale européenne permanente dotée d'une aviation navale qui lui soit propre, comprenant des appareils de défense aérienne, de détection

lointaine aéroportée, d'attaque, de lutte anti-sous-marine et d'assaut hélicoptère qui seraient déployés sous commandement unique et sous contrôle unifié dans des zones extérieures au théâtre de l'OTAN où les intérêts de l'Europe occidentale en matière de sécurité sont en jeu en cas d'urgence ou de guerre; » (1988);

« ... de donner une expression concrète au pilier européen de la défense en prenant les mesures suivantes:

(a) encourager la création d'unités multinationales telles que la force de débarquement anglo-néerlandaise et la brigade franco-allemande;

(b) prendre des mesures spécifiques afin de permettre, à l'échelon individuel, l'échange de militaires entre les pays, de manière à mieux les sensibiliser à la coopération européenne, à leur donner davantage l'occasion de voyager et de connaître des conditions de travail plus intéressantes, et à contribuer utilement au recrutement à une époque où celui-ci est rendu des plus difficiles par la baisse démographique; » (1989);

« ... d'examiner dans une perspective à long terme l'idée de créer une force navale UEO disponible sur appel destinée à des opérations extérieures ainsi que l'éventuelle mise en commun des unités nationales aéromobiles appropriées pour constituer une force d'action rapide européenne; » (1990);

« D'établir, en coopération avec les Nations unies et, en particulier, avec les Etats du Golfe concernés, une présence maritime de l'UEO dans la région du Golfe, conformément à l'article VIII du Traité de Bruxelles modifié, les pays membres étant aussi nombreux que possible à fournir des moyens, au moins occasionnellement, afin de contribuer à préserver la paix et la stabilité dans la région et d'appuyer les efforts diplomatiques en ce sens; » (1991);

« De concevoir un signe d'identification spécifiquement européen représentant l'UEO et d'inviter instamment les pays membres à l'utiliser afin qu'il soit possible de distinguer celles de leurs forces-bâti-ments, aéronefs, véhicules et personnels participant aux opérations de l'UEO. Les

personnels appartenant à la Cellule de planification devraient figurer parmi les premiers destinataires de cet insigne. » (1982);

« De réexaminer les missions et les rôles respectifs des Etats-Unis et de leurs alliés européens en matière de maintien de la paix et de la sécurité sur le continent européen et de prendre les mesures appropriées afin de veiller à ce qu'en aucun cas un vide sécuritaire ne puisse se créer, faute de dispositions préalables, de coopération et de coordination; » (1993);

RECOMMANDE AU CONSEIL

1. D'encourager activement les Etats membres à maintenir et développer des éléments navals et maritimes, en coordonnant leurs capacités nationales conformément à une politique navale et maritime de l'UEO qui soit bien définie et en assurant, dans la mesure du possible, la compatibilité de leur mission avec la doctrine navale de l'OTAN;

2. D'établir des relations de travail sur les questions maritimes avec la Direction des transports maritimes de la Commission européenne et de nouer de liens avec les institutions maritimes internationales appropriées telles que l'Organisation maritime internationale et l'Organisation hydrographique internationale, de même qu'avec les pays non membres à vocation maritime situés dans les zones stratégiques;

3. De consulter le Conseil de l'Atlantique nord en vue de réviser la question de l'abolition du Commandement de la Manche, de manière à ce que la dimension européenne ne soit pas négligée dans la nouvelle structure de commandement de l'OTAN, en envisageant la création de groupes de liaison de l'UEO avec les hauts commandants militaires et les principaux commandements subordonnés de l'OTAN comme une solution possible dans un premier temps;

4. De réfléchir à la question de l'élargissement du Comité de la Manche de manière à y inclure tous les membres de plein droit et les membres associés de l'UEO situés sur le littoral atlantique, ainsi qu'à la création

d'un « Comité de la Méditerranée » qui comprendrait tous les membres de plein droit et les membres associés situés sur le pourtour méditerranéen;

5. De donner au Groupe des chefs d'état-major des marines européennes, par le biais du Comité des chefs d'état-major des armées de l'UEO, un statut officiel et un mandat précis afin de contribuer, conjointement avec la Cellule de planification, à l'élaboration d'une politique navale et maritime propre à l'UEO;

6. D'affecter à la Cellule de planification un nombre suffisant d'officiers de marine de grade approprié, y compris des fusiliers marins et des représentants des autres services maritimes nécessaires pour établir sur le champ une coopération dans les domaines suivants:

planification relative aux groupes de forces interarmées;

commandement et conduite des opérations navales (y compris la collecte de renseignements dans le domaine naval);

logistique (y compris le transport maritime);

construction de navires marchands et spécification des besoins en ce qui concerne à la fois le nombre et le type de navires marchands, et garanties relatives au recrutement et à la formation des équipages appropriés;

politique en vue de l'emploi des réserves constituées par les forces navales et la marine marchande;

politique et programme cohérents d'exercices navals.

7. D'accorder la priorité aux aspects pratiques de la coopération aéronavale et amphibie tels que la nécessité d'assurer de manière coordonnée la disponibilité opérationnelle d'au moins un porte-avions parmi les pays membres concernés, ainsi que la maintenance et le renforcement des capacités amphibies en tant que composantes d'une force d'action rapide européenne;

8. De favoriser, en particulier dans les Caraïbes, la coordination des opérations en faisant appel aux capacités navales existantes, et notamment avec les autorités des Etats-Unis, afin de lutter contre le trafic de la drogue qui porte atteinte à la sécurité européenne;

9. De s'efforcer d'accroître la coopération en matière d'acquisition dans le domaine naval — coques et systèmes — par le biais du Groupe armements de l'Europe occidentale et de souligner la dimension navale et maritime de l'observation satellitaire lorsqu'il s'agira de développer le Centre satellitaire de l'UEO à Torrejón et le programme UEO d'observation de la terre par satellite;

10. De concevoir et d'attribuer, de concert avec les autorités nationales concernées, une médaille de campagne de l'UEO à ceux qui participent aux opérations menées sous son égide.

N. B. Traduzione non ufficiale**Raccomandazione n. 562
su un'organizzazione operativa per l'UEO:
la cooperazione navale e marittima**

L'ASSEMBLEA,

(i) Convinta dell'importanza che l'UEO sia in grado di effettuare delle operazioni navali e marittime, tenuto conto della fragilità dei rapporti internazionali in numerose parti del mondo dove gli interessi europei potrebbero essere in gioco;

(ii) Soddisfatta che il Vertice della NATO riunitosi il 10 gennaio 1994 abbia confermato, come previsto, la posizione dell'UEO quale pilastro dell'Alleanza Atlantica e abbia ufficialmente riconosciuto l'identità europea della difesa;

(iii) Rammaricandosi nondimeno che il Consiglio Atlantico del nord voglia adesso declassare il solo posto di Alto Comandante militare della NATO occupato da un europeo e abolire a tutti gli effetti il Comando della Manica, il quale, creato dall'Unione occidentale, esisteva prima della NATO;

(iv) Felicitandosi della disponibilità manifestata dal Consiglio dell'UEO di mettere a punto degli accordi pratici per le operazioni navali, marittime e fluviali in corso;

(v) Ricordando le raccomandazioni precedenti dell'Assemblea dell'UEO:

« ... di creare una forza navale europea permanente dotata di un'aviazione navale adeguata, comprendente apparecchi di difesa aerea, di rilevazione a distanza aereo-trasportata, di attacco, di lotta anti-som-

mergibile e di assalto eli-trasportato, che sarebbero schierate sotto un unico comando e sotto il controllo congiunto nelle zone esterne al campo di azione della NATO dove gli interessi dell'Europa occidentale in materia di sicurezza sono in gioco in caso di urgenza o di guerra » (1988);

« ... di dare un'espressione concreta al pilastro europeo della difesa prendendo i seguenti provvedimenti:

a) incoraggiare la creazione di unità multinazionali come la forza di sbarco anglo-olandese e la brigata franco-tedesca;

b) prendere dei provvedimenti specifici per permettere, su scala individuale, lo scambio dei militari tra i paesi, in modo da sensibilizzarli meglio alla cooperazione europea, dargli maggiormente l'occasione di viaggiare e di conoscere condizioni di lavoro più interessanti a contribuire utilmente al reclutamento in un momento in cui è reso più difficile a causa del calo demografico » (1989);

« ... di esaminare in una prospettiva a lungo termine l'idea di creare una forza navale UEO disponibile su richiesta, destinata ad operazioni esterne nonché l'eventuale messa in comune di unità nazionali aeromobili adeguate per realizzare una forza d'azione europea » (1990);

« Di stabilire, in cooperazione con le Nazioni Unite e in particolare con gli Stati del Golfo interessati, una presenza marittima dell'UEO nella regione del Golfo, con-

formemente all'articolo VIII del Trattato di Bruxelles modificato, nel presupposto che i paesi membri siano i più numerosi possibili a fornire mezzi, almeno occasionali, al fine di contribuire a salvaguardare la pace e la stabilità nella regione e di appoggiare gli sforzi diplomatici in questo senso » (1991);

« Di concepire un simbolo di identificazione specificatamente i paesi membri ad utilizzarlo in modo che sia possibile distinguere quali delle loro forze — edifici, aerei, veicoli e personale — partecipano alle operazioni dell'UEO. Il personale appartenente alla Cellula di pianificazione dovrebbe figurare tra i primi destinatari di questo distintivo » (1992);

« Di riesaminare le missioni e i ruoli rispettivi degli Stati Uniti e dei loro alleati europei in materia di mantenimento della pace e della sicurezza sul continente europeo e di prendere i provvedimenti appropriati per vigilare affinché nessun vuoto di sicurezza si crei in alcun caso, in mancanza di disposizioni preliminari, di cooperazione e di coordinamento » (1993);

RACCOMANDA AL CONSIGLIO

1. Di incoraggiare attivamente gli Stati membri a mantenere e a sviluppare degli elementi navali e marittimi, coordinando le loro capacità nazionali in conformità ad una politica navale e marittima dell'UEO che sia ben definita e assicurando, nella misura del possibile, la compatibilità della loro missione con la dottrina navale della NATO;

2. Di stabilire delle relazioni di lavoro sulle questioni marittime con la Direzione dei Trasporti della Commissione europea e di allacciare legami con istituzioni marittime internazionali appropriate, quale l'Organizzazione idrografica internazionale nonché con i paesi non membri a vocazione marittima situati nelle zone strategiche;

3. Di consultare il Consiglio dell'Atlantico nord al fine di rivedere la questione sull'abolizione del Comando della Manica, di modo che la dimensione europea non sia

trascurata nella nuova struttura di comando della NATO, prevedendo la creazione di gruppi di collegamento dell'UEO con i comandi superiori e con i principali comandi subordinati della NATO, come una soluzione possibile in un primo momento;

4. Di riflettere sulla questione dell'allargamento del Comitato della Manica in modo da includervi tutti i membri di pieno diritto e membri associati dell'UEO localizzati sul versante atlantico, nonché la creazione di un « Comitato del Mediterraneo » che comprenderebbe tutti i membri di pieno diritto e membri associati localizzati sul perimetro mediterraneo;

5. Di dare al Gruppo dei Capi di Stato Maggiore delle Marine europee, tramite il Comitato dei Capi di Stato Maggiore degli eserciti dell'UEO, uno statuto ufficiale e un mandato preciso in modo da contribuire, in collaborazione con la Cellula di pianificazione, all'elaborazione di una politica navale e marittima conforme all'UEO;

6. Di destinare alla Cellula di pianificazione un numero sufficiente di ufficiali della marina di grado appropriato, compresi dei fucilieri della Marina e dei rappresentanti degli altri servizi marittimi necessari per stabilire un campo di cooperazione nei seguenti settori:

pianificazione relativa ai gruppi di forze interarmate;

comando e condotta delle operazioni navali (inclusa la raccolta di informazioni nel settore navale);

logistica (incluso il trasporto marittimo);

costruzione di navi mercantili e specificazione delle necessità per quel che riguarda allo stesso tempo il numero e il tipo di navi mercantili, e garanzie riguardo al reclutamento e alla formazione degli equipaggi idonei;

politica in vista dell'impiego delle riserve costituite dalle forze navali e dalla marina mercantile;

politica e programmi coerenti di esercizi navali;

7. Di concedere la priorità agli aspetti pratici della cooperazione aeronavale e degli aerei anfibi quali la necessità di assicurare, in modo coordinato, la disponibilità operativa di almeno una portaerei tra i membri interessati, nonché il mantenimento e il rafforzamento delle capacità anfibe in quanto componenti di una forza di azione rapida europea;

8. Di favorire, in modo particolare nei Caraibi, il coordinamento delle operazioni, ricorrendo alle capacità navali esistenti e in particolare con le autorità degli Stati Uniti, al fine di lottare contro il traffico della droga che mette in pericolo la sicurezza europea;

9. Di impegnarsi nello sviluppo della cooperazione nell'ambito delle acquisizioni nel settore navale — imbarcazioni e sistemi — tramite il Gruppo degli armamenti dell'Europa occidentale e di sottolineare la dimensione navale e marittima dell'osservazione satellitare allorché si tratterà di sviluppare il Centro satellitare dell'UEO a Torrejon e il programma UEO di osservazione della terra tramite satellite;

10. Di concepire e di attribuire, in conformità con le autorità nazionali coinvolte, una medaglia di campagna dell'UEO a coloro che partecipano alle operazioni svolte sotto la sua egida.